

**Assemblée générale**

Soixante-quatorzième session

Documents officiels

Distr. générale
17 janvier 2020
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 3^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 2 octobre 2019, à 10 heures

Président : M. Braun (Luxembourg)
puis : M^{me} Fargalo (Vice-Présidente) (Libéria)

SommairePoint 25 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (*suite*)
- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 25 de l'ordre du jour : Développement social
(suite) (A/74/184)

- a) **Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale** (suite) (A/74/135 et A/74/205)
- b) **Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille** (suite) (A/74/61-E/2019/4, A/74/133, A/74/170 et A/74/170/Corr.1, A/74/175 et A/74/206)

1. **M. Bhandari** (Népal) dit que son pays met en œuvre des politiques qui visent à promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique et à renforcer l'autonomie de tous les groupes de la société. Le Népal a instauré une politique de discrimination positive dans l'administration pour rendre la gestion des affaires de l'État plus inclusive et mis en place plusieurs programmes de protection sociale, notamment des programmes de transferts monétaires bénéficiant aux personnes qui en ont le plus besoin. Le Gouvernement a par ailleurs établi un régime contributif de sécurité sociale couvrant le secteur structuré de l'économie. Ces initiatives, comme d'autres, s'appuient sur les dispositions de la Constitution népalaise, qui est fondée sur le respect des droits.

2. Du fait de ressources limitées, le Gouvernement concentre son action en matière de protection sociale sur les personnes âgées, les femmes seules, les groupes ethniques marginalisés, les personnes handicapées et les personnes incapables de travailler. Les mesures prises ont déjà contribué à réduire la dépendance économique et les inégalités, ce qui a permis aux citoyens de se sentir plus dignes et confiants. D'autres mesures, notamment l'instauration d'une fiscalité progressive et d'un salaire minimum, ainsi que la création de programmes pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, contribuent également à réduire les inégalités.

3. L'action menée au niveau national ne peut à elle seule éliminer la pauvreté et les inégalités, et les partenaires internationaux de développement doivent compléter et soutenir les initiatives prises par les pays. Toutes les parties prenantes doivent appliquer les recommandations établies par les pratiques exemplaires, honorer leurs engagements et apporter des encouragements et des ressources.

4. **M. Phansourivong** (République démocratique populaire lao) dit que ces derniers mois une tempête tropicale a provoqué des inondations dans la plupart des provinces de son pays, causé des dommages importants aux infrastructures et aux systèmes agricoles et gravement mis à mal les moyens de subsistance. Des ressources importantes sont nécessaires pour réparer les dégâts.

5. Le Gouvernement lao attache une grande importance au développement social et donne la priorité au développement et à la fourniture de services sociaux de base, notamment l'éducation, les soins de santé et l'aide à la formation de revenu. Il a mobilisé des ressources pour son huitième plan quinquennal de développement socioéconomique, couvrant la période de 2016 à 2020, qui vise à combler le fossé entre les zones urbaines et rurales. Associé à d'autres stratégies et programmes, ce plan doit permettre la sortie du pays de la catégorie des pays les moins avancés à l'horizon 2030. Le Gouvernement a beaucoup investi dans l'amélioration de l'accès aux soins de santé, l'objectif étant d'assurer la couverture médicale universelle à l'horizon 2025 : les femmes enceintes, les enfants de moins de 5 ans et les pauvres bénéficient désormais de services gratuits, et une nouvelle loi garantit l'accès de tous les citoyens aux services de santé. Toutefois, des défis subsistent, comme la menace d'une réduction de l'aide extérieure pour la santé maternelle et infantile, le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et les services de vaccination et de planification familiale.

6. Grâce aux efforts du Gouvernement, en 2016, le taux net de scolarisation s'élève à 98,8 % dans le primaire, avec un indice de parité des genres de 0,98. Il reste néanmoins beaucoup à faire, notamment en matière de lutte contre l'analphabétisme et de renforcement de l'enseignement secondaire et supérieur, pour préparer les jeunes au marché du travail de demain et pour augmenter la production économique. En mai 2019, le Gouvernement a promulgué une loi visant à protéger les droits des personnes handicapées. Enfin, si c'est aux pays eux-mêmes de prendre en main les questions de développement, il faut un partenariat mondial renforcé pour soutenir les pays en développement.

7. **M^{me} Rodríguez Abascal** (Cuba) dit que la justice sociale, la solidarité, l'égalité et le respect des droits de la personne sont essentiels à la survie de l'espèce humaine. Les pays développés doivent honorer leurs engagements officiels en matière d'aide au développement, favoriser un ordre économique international juste, mettre fin aux politiques commerciales protectionnistes et discriminatoires à l'égard des pays du Sud, assumer avec conscience leur

responsabilité historique dans la crise environnementale et réaffecter au développement les ressources considérables qu'ils consacrent à l'heure actuelle aux guerres.

8. À l'appui du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, Cuba a mis en œuvre une stratégie visant à favoriser le développement global et l'accomplissement personnel des personnes handicapées ainsi que leur pleine intégration dans la société. La politique relative à la jeunesse, qui comporte aussi un important volet social, prévoit de donner aux jeunes des possibilités de formation et d'emploi et d'assurer leur participation et représentation dans les processus de décision. En ce qui concerne les personnes âgées, Cuba accueille favorablement le rapport sur le troisième cycle d'examen et d'évaluation de l'application du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement. L'attention portée à cette question est une priorité dans un pays qui, selon les estimations, comptera 3,3 millions de personnes âgées de 60 ans et plus d'ici à 2030.

9. Cuba a déjà atteint plusieurs cibles associées aux objectifs de développement durable en dépit du blocus économique, commercial et financier qui lui est imposé depuis presque 60 ans par les États-Unis d'Amérique. Les mesures irresponsables prises par le Gouvernement actuel ont aggravé le blocus, ce qui a eu des incidences directes sur le développement social de Cuba. Le pays a continué de partager ses modestes ressources pour soutenir le développement durable des pays qui en ont besoin ; à cet égard, plus de 29 000 professionnels de la santé cubains travaillent à l'heure actuelle dans 66 pays.

10. **M. Rugeles** (Colombie) dit que le plan de développement de son pays, qui couvre la période allant de 2018 à 2022, fixe des objectifs de développement social inclusif visant à traduire les bienfaits de la croissance économique en bien-être, en perspectives concrètes et en conditions de vie meilleures pour toute la population. L'égalité des genres et l'inclusion des groupes vulnérables sont indispensables à des sociétés fortes et démocratiques et au développement durable. La Colombie a promu et encouragé les accords internationaux portant sur des questions sociales, comme l'égalité des genres, l'enfance, la jeunesse, la famille, le vieillissement, la santé, les droits en matière de sexualité et de procréation, les migrations et l'éducation, et adopté des politiques pour les appliquer intégralement. En 2018, 7,6 millions de femmes ont bénéficié de programmes d'élimination de la pauvreté, ce qui leur a permis d'améliorer le bien-être de leur famille. Dans le cadre du programme dénommé « pacte pour l'équité », les différentes dimensions du

développement sont prises en compte pour combler les écarts existants entre les individus et entre les régions.

11. Malgré ces avancées, la Colombie doit relever un énorme défi : la crise des migrants vénézuéliens exerce une pression immense sur les services sociaux colombiens, épuisant les capacités nationales et locales, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfance. La Colombie a accueilli 1,4 million des quelque 4 millions de Vénézuéliens qui ont fui leur pays depuis 2015. Il est donc impératif que la communauté internationale mobilise davantage de ressources afin de soutenir les efforts considérables déployés par la Colombie pour accueillir les migrants.

12. **M. Wu** (Haïtao) (Chine) dit qu'au cours des 70 ans qui se sont écoulés depuis sa fondation, la République populaire de Chine a fait d'énormes progrès. Elle est devenue la deuxième économie mondiale et le Gouvernement a assuré un niveau de sécurité alimentaire de base à ses près de 1,4 milliard d'habitants, sorti quelque 850 millions de personnes de la pauvreté et mis en place les plus grands systèmes d'éducation, de protection sociale et de santé au monde. Ces réalisations sont le fruit du travail acharné du peuple chinois et de son industrie, de sa sagesse et de son courage. Elles ont mis en évidence le fait que le socialisme, avec ses caractéristiques chinoises, était la bonne voie pour le pays et qu'il devait être poursuivi sans relâche pour longtemps encore.

13. Parallèlement à son propre développement, la Chine œuvre activement en faveur du développement dans le monde. Dans le cadre de son programme d'aide extérieure, la Chine a fourni au cours des 60 dernières années 400 milliards de dollars d'aide et envoyé plus de 600 000 personnes dans 166 pays et organisations internationales. Elle a fourni une assistance médicale à 69 pays et, à sept reprises, accordé à des pays parmi les moins avancés ou des pays pauvres très endettés un allègement inconditionnel de la dette pour des emprunts d'État sans intérêts arrivés à échéance.

14. Malgré les progrès réalisés, et à l'instar d'autres pays en développement, la Chine doit encore faire face au problème sérieux d'un développement insuffisant et déséquilibré. Il faut encore travailler à réduire la pauvreté, ainsi que l'écart de développement entre les zones urbaines et rurales, qui demeure important. La Chine souhaiterait collaborer avec d'autres pays en développement pour promouvoir leurs intérêts communs et accroître la coopération avec tous les pays du monde afin de favoriser un développement partagé, équitable et équilibré et de parvenir à une prospérité commune.

15. **M. Carazo** (Costa Rica) affirme que le développement social est une priorité du Costa Rica. Le pays progresse vers l'objectif de la couverture sanitaire universelle, sa population étant déjà couverte à 95 % et le secteur de la santé représentant environ 8 % du produit intérieur brut. Le Costa Rica privilégie par ailleurs un système d'éducation inclusif intégrant des programmes visant à encourager les élèves à rester ou à retourner dans le système éducatif formel.

16. Le bien-être de la population a pâti de politiques publiques mal exécutées et d'une affectation des ressources inefficace, qui ont en outre alimenté la corruption et la méfiance à l'égard des institutions publiques. Par conséquent, il est de la plus haute importance de favoriser la production et la collecte de données, l'harmonisation des stratégies publiques de manière à combler les écarts de développement et l'utilisation responsable et appropriée des ressources publiques. Le plan de développement et d'investissement public du Costa Rica, qui couvre la période allant jusqu'en 2022, comporte 270 cibles et sept domaines d'intervention que le Gouvernement a couplés, pour la première fois, aux objectifs de développement durable, afin de s'assurer que les administrations de l'État appréhendent le bien-être dans une perspective multidimensionnelle et globale.

17. Les politiques et programmes de développement social doivent soutenir les groupes vulnérables, notamment les personnes d'ascendance africaine, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés, les personnes de toutes orientations sexuelles et identités de genre et les personnes âgées. L'égalité effective entre les femmes et les hommes n'est pas seulement un impératif éthique, mais aussi une chance de croissance inclusive. Enfin, il est important de tenir compte des incidences sociales du réchauffement climatique et de l'augmentation du risque de catastrophes, qui perpétuent et exacerbent les inégalités.

18. **M. Mabhongo** (Afrique du Sud) dit que, comme beaucoup d'autres pays, l'Afrique du Sud est concernée par la faiblesse de la croissance économique mondiale. Dans le contexte international actuel, les pays doivent coopérer étroitement pour combler le fossé des inégalités. L'investissement dans la jeunesse, par la fourniture d'une éducation et d'une formation professionnelle de qualité, est essentiel à l'action en faveur du développement durable, en particulier dans les pays où les jeunes sont nombreux, comme l'Afrique du Sud. Des groupes de jeunes sans emploi peuvent facilement devenir source d'agitation sociale et sont susceptibles de constituer une menace directe pour la cohésion sociale.

19. Le Gouvernement actuel s'est fixé pour priorité sept objectifs de développement social, à savoir la transformation économique et la création d'emplois ; l'éducation, les compétences et la santé ; la consolidation du salaire social par la fourniture de services de base de qualité ; l'intégration spatiale, les établissements humains et les administrations locales ; la cohésion sociale et la sécurité de la population ; un État capable et éthique dont l'action est axée sur le développement ; une Afrique meilleure et un monde meilleur. Guidé par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Gouvernement s'emploie à améliorer le niveau de vie et la santé de tous les Sud-Africains, en particulier des plus vulnérables, notamment en mettant en place un régime national d'assurance maladie afin que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle.

20. Des efforts doivent être faits pour que les personnes âgées soient pleinement intégrées et associées à la vie sociale, économique, culturelle, civile et politique. De même, des politiques et des lois sont nécessaires pour assurer la dignité, l'inclusion et l'accès aux services des personnes handicapées. L'Afrique du Sud estime que les familles, sous toutes leurs formes, jouent un rôle essentiel dans le développement social, aussi les mécanismes de protection sociale prévoient-ils des prestations de pension alimentaire, d'invalidité et de retraite.

21. **M. de Souza Monteiro** (Brésil) dit que son gouvernement a réformé son programme d'allocations familiales, en augmentant les prestations pour plus de 14 millions de familles. Un autre programme aide les bénéficiaires de l'assistance sociale publique à trouver des emplois dans le secteur structuré de l'économie. Conscient du rôle fondamental qu'occupe la famille dans le développement social, le Brésil renforce certains programmes comme « enfance heureuse », initiative de suivi et d'accompagnement de la santé des enfants de moins de 6 ans qui vivent dans la pauvreté ou sont autrement vulnérables. Le programme a remporté un prix du Sommet mondial de l'innovation pour l'éducation (WISE).

22. Le Gouvernement s'emploie à faire baisser le taux élevé de chômage des jeunes que connaît le pays au moyen de plusieurs initiatives, qui visent à créer des emplois, à améliorer l'employabilité, à relever les niveaux d'éducation et de formation et à élargir l'offre professionnelle. Divers ministères travaillent sur les questions liées aux personnes âgées, telles que l'apprentissage tout au long de la vie et l'indépendance économique, et une réforme du régime des retraites est en cours. Les personnes handicapées bénéficient de centres de jour spéciaux, d'un système scolaire inclusif

et de l'accès universel aux soins de santé. Étant donné qu'il ne doit pas incomber aux seuls pouvoirs publics de favoriser le développement social, le Brésil a mis en place un programme dénommé « patrie volontaire », dans le cadre duquel le Gouvernement, la société civile et les acteurs du secteur privé prennent tous part à des activités de promotion de la culture, de l'éducation et de la durabilité qui profitent aux groupes les plus vulnérables.

23. **M^{me} Hassan** (Égypte) dit que l'Égypte a été parmi les premiers pays à adopter des plans nationaux de réalisation des objectifs de développement durable. Le Gouvernement publie actuellement une version actualisée de la stratégie Vision pour l'Égypte 2030, après avoir effectué une série de consultations avec tous les secteurs de la société. Le droit aux soins de santé devrait être universel, c'est pourquoi le Gouvernement a lancé plusieurs initiatives liées à la santé, notamment la campagne 100 millions de vies en bonne santé, qui vise à détecter l'hépatite C et à lutter contre les maladies non transmissibles. Grâce à cette campagne, plus de 60 millions de citoyens ont pu faire un test de dépistage et ceux qui en ont besoin reçoivent un traitement. Le Gouvernement a par ailleurs commencé à mettre en place un programme de soins de santé universel et lancé des initiatives axées sur la santé des femmes et des enfants. Une loi de 2018 garantit que les soins de santé bénéficient de moyens financiers suffisants.

24. Étant donné que les jeunes représentent plus de la moitié de la population égyptienne, le Gouvernement les incite à s'investir dans la prise de décisions au moyen de séminaires à leur intention et de différentes initiatives destinées à les préparer au monde du travail. Notant que, dans son rapport sur les politiques et programmes mobilisant les jeunes (A/74/175), le Secrétaire général a employé un langage qui n'avait pas été approuvé par consensus, la représentante lui a demandé de respecter son mandat et de ne pas utiliser un tel langage.

25. L'action menée par l'Égypte en faveur de la santé et de la jeunesse a été couplée à des mesures d'autonomisation des femmes, de soutien aux personnes handicapées et d'accompagnement des personnes âgées.

26. **M^{me} Pobee** (Ghana) dit que son pays a mené plusieurs initiatives qui lui ont permis de faire passer le taux de pauvreté de 28,5 % à 24,5 % en 10 ans. La politique nationale de protection sociale repose sur cinq grandes initiatives, axées sur la pauvreté, la nutrition des écoliers, la santé, les travaux publics et l'éducation. La première initiative, qui prévoit des transferts monétaires aux ménages extrêmement pauvres, a récemment été étendue, et le Gouvernement ghanéen

s'efforce en outre de faire en sorte que ses bénéficiaires trouvent les moyens de gagner leur vie durablement.

27. L'engagement de longue date du Gouvernement à protéger la santé de ses citoyens l'a conduit tout récemment à élaborer un plan d'action pour parvenir à la couverture maladie universelle. Toutefois, le financement du régime national d'assurance maladie est une tâche ardue et le Gouvernement ghanéen continue de chercher des sources de financement à cette fin. En ce qui concerne l'objectif de développement durable n° 4, relatif à l'éducation, l'enseignement secondaire du deuxième cycle demeure gratuit et la scolarisation dans le secondaire a augmenté de 36 % entre 2017 et 2018. Pour répondre à la demande croissante de places dans l'enseignement secondaire, le Gouvernement a instauré l'horaire alterné à titre de mesure provisoire dans 400 écoles. Ainsi, quelque 181 000 étudiants qui, par manque de place, n'auraient autrement pas pu être scolarisés suivent des études secondaires.

28. **M. Adaba** (Suriname), s'exprimant en sa qualité de délégué de la jeunesse, dit que les jeunes devraient s'investir davantage dans les discussions sur l'élimination de la pauvreté, l'éducation de qualité et l'action climatique. La communauté internationale doit en faire plus pour lutter contre la pauvreté dans le monde, notamment parce que la pauvreté à un jeune âge peut conduire à la pauvreté plus tard dans la vie. Si l'éducation est un outil important de la lutte contre la pauvreté, le manque d'infrastructures au Suriname entrave l'accès à l'éducation, et le coût de l'enseignement supérieur rend cet accès encore plus limité. En outre, il existe de nettes disparités socioéconomiques entre les zones rurales, les zones côtières et l'intérieur du pays. Les jeunes devraient tous avoir les mêmes chances en matière d'éducation. Enfin, comme les jeunes seront touchés par les changements climatiques, ils préfèrent agir immédiatement, et ils devraient être activement associés au processus.

29. **M^{me} Moatti** (Israël), s'exprimant en tant que représentante de la jeunesse, déclare que les jeunes d'Israël sont désireux de trouver des moyens novateurs d'exercer une influence positive dans le monde, conformément à l'esprit d'entreprise de leur pays. Les notions d'aide aux autres, de compassion et d'innovation sont profondément ancrées dans la tradition juive et sous-tendent le succès d'Israël en tant que nation. Les Israéliens ont toujours cherché à aider les autres, même dans les moments difficiles, comme en témoignent les nombreux étudiants israéliens qui mettent leurs études ou leur carrière en suspens pour apporter leur contribution aux communautés du monde entier. C'est ainsi qu'elle a récemment rejoint d'autres jeunes Israéliens en Ouganda, qui participaient à un

projet visant à aider les femmes rurales à acquérir les compétences et les connaissances dont elles avaient besoin pour devenir financièrement indépendantes.

30. Bien qu'Israël soit surtout connu pour ses sociétés qui brassent des milliards de dollars, ce sont les nouvelles entreprises à vocation sociale du pays qui incarnent véritablement son esprit. Ce sont les entreprises fondées sur les valeurs israéliennes fondamentales d'innovation et de compassion qui inspirent sa jeunesse. Les jeunes Israéliens s'attachent à faire d'Israël une « nation d'impact » et à utiliser les ressources humaines et la capacité d'innovation du pays pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, car l'esprit d'entreprise devrait offrir à tous la possibilité de s'épanouir, sans distinction de race, de religion, de sexe ou de nationalité.

31. **M. Kemayah, Sr** (Libéria) déclare qu'en octobre 2018, son gouvernement avait lancé un plan de développement national centré sur la population, reposant sur quatre piliers : l'autonomisation des individus, l'économie et la création d'emplois, la paix durable, et la bonne gouvernance et la transparence. La protection sociale et un meilleur accès aux soins de santé figuraient au rang de ses priorités. Les récentes initiatives gouvernementales, dont un programme de transfert d'espèces, divers programmes de fourniture de denrées alimentaires et des subventions générales à l'alimentation et aux services, ont renforcé la sécurité alimentaire, facilité l'accès aux soins de santé et à l'éducation pour les personnes âgées, les femmes et les enfants, amélioré les revenus des travailleurs pauvres et augmenté les possibilités de création d'entreprises pour les jeunes. En outre, le plan de développement national comprenait huit objectifs clairement définis en matière de santé, notamment la réduction de la mortalité maternelle et infantile, celle de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, l'élargissement de la portée des services de soins de santé pour les personnes résidant à plus de 5 kilomètres d'un établissement de santé et la garantie d'un approvisionnement régulier en médicaments et en fournitures médicales pour tous les établissements de santé publique.

32. Conscient du fait que la couverture sanitaire universelle et les objectifs de développement durable ne sauraient être le résultat d'une action isolée, son gouvernement continue de soutenir les efforts multilatéraux, de mobiliser les ressources nationales, de mettre en commun les enseignements tirés et les pratiques optimales, de créer des partenariats, notamment des partenariats public-privé mondiaux, et de renforcer la coordination au niveau national.

33. **M. Unter** (Autriche), représentant de la jeunesse, déclare que la crise climatique a suscité l'une des plus grandes mobilisations de jeunes de l'histoire, et que les marches en Autriche ont conduit le Parlement national à décréter l'état d'urgence climatique. L'Autriche connaît une forte participation politique des jeunes, avec un âge de vote fixé à 16 ans et un conseil national de la jeunesse légalement établi, ce qui signifie que les jeunes sont impliqués dans la prise de décisions qui les concernent. Ce n'est malheureusement pas la réalité que l'on observe à l'échelle planétaire, et il appelle les États Membres à favoriser une plus grande participation politique des jeunes, en particulier dans le cadre de l'action climatique.

34. Les préoccupations environnementales et climatiques sont une question d'équité : les actions de tout un chacun influent sur la qualité des habitats aux quatre coins du globe. Des mesures doivent être prises pour changer le fait que les produits et services écologiques sont beaucoup plus chers que ceux qui sont produits et offerts sans tenir compte de leur effet sur l'environnement. C'est ainsi qu'en soutenant l'agriculture locale durable, les gens pourraient non seulement réduire les émissions de dioxyde de carbone mais aussi améliorer les conditions de vie dans d'autres pays. Il est important d'encourager la recherche sur les matériaux de substitution, afin de réduire considérablement la consommation de plastique à usage unique. Si les modes de production et de consommation du plastique restent inchangés, d'ici à 2050, il y aura plus de plastique que de poisson dans la mer, en poids. Cela nuira énormément, surtout, aux sociétés qui dépendent des ressources marines. Ce n'est qu'un exemple du lien évident entre la recherche et l'innovation en matière de protection de l'environnement et la protection des droits fondamentaux de l'homme.

35. Les jeunes sont alarmés par la situation, et savent ce qu'il y a à faire. L'heure est toutefois à l'action, et les jeunes doivent être reconnus comme des acteurs clés du changement climatique, afin qu'ils puissent agir pour protéger leur avenir et celui des générations à venir.

36. **M^{me} Banaken Elel** (Cameroun) indique que des mesures doivent être prises dans les pays d'origine, de transit et de destination des migrants pour s'assurer qu'ils ne sont pas laissés pour compte. Le Cameroun place l'égalité et la justice sociale au cœur de ses politiques et programmes, convaincu que la voie à suivre est d'adopter la solution globale à l'exclusion sociale proposée dans la note du Secrétariat sur la situation sociale dans le monde 2019 : les déterminants de l'évolution future des inégalités (A/74/135)

37. Le Cameroun se pose en pays démocratique émergent, uni dans sa diversité. Ces aspirations façonnent son programme de développement national, axé sur la garantie d'un processus décisionnel inclusif, la redistribution équitable des richesses et l'élimination de la discrimination sociale. Les actions du Gouvernement orientées vers l'inclusion sociale ciblent des groupes tels que les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les peuples autochtones. C'est ainsi que, l'État garantit aux personnes handicapées un accès équitable aux services sociaux essentiels et a adopté des règlements pour guider l'application de sa loi relative à leur protection. Des mesures analogues ont été prises pour protéger d'autres groupes, notamment les migrants. L'objectif ultime de toutes les initiatives du Gouvernement est de favoriser une intégration sociale complète, condition préalable à un développement équitable et à une paix sociale durable.

38. *M^{me} Farngalo (Libéria), Vice-Présidente, prend la présidence.*

39. **M^{me} Ibrahim** (Brunéi Darussalam) dit que les jeunes représentent quelque 44 % de la population de son pays, et que le programme en faveur de la jeunesse est donc une priorité absolue. Le Brunéi Darussalam mène diverses initiatives visant à donner aux jeunes les moyens d'agir dans le contexte de la mondialisation et de la révolution numérique, en créant par exemple des instances leur permettant de diriger des débats sur des questions telles que l'élimination de la pauvreté et l'esprit d'entreprise. Parmi ces instances, on peut citer le premier Congrès national de la jeunesse, qui s'est tenu en juin 2019.

40. Le Gouvernement s'emploie également à exploiter le potentiel entrepreneurial de la jeunesse du pays, notamment en améliorant les programmes de renforcement des capacités existants et en assurant aux jeunes entrepreneurs un soutien financier et un accès préférentiel au marché. En 2018, il a lancé l'Écosystème de l'entrepreneuriat des jeunes, qui regroupe toutes les initiatives de développement des entreprises lancées au profit des jeunes, en vue de favoriser le développement et l'expansion des entreprises qu'ils dirigent. À ce jour, 60 contrats gouvernementaux ont été obtenus pour des entreprises appartenant à des jeunes, et le Gouvernement espère avoir attribué 200 contrats à des jeunes d'ici à 2021. Il a continué à mettre en œuvre des programmes et des politiques qui ont assuré la participation des jeunes aux efforts de développement national.

41. Afin de reconnaître la contribution des jeunes et susciter leur engagement, la Journée nationale de la jeunesse est célébrée le 1^{er} août de chaque année. La

Journée de 2019 avait pour thème Technologie et esprit d'entreprise, et des prix ont été décernés aux jeunes qui créent des plateformes permettant à d'autres jeunes citoyens de trouver un emploi ou de présenter leurs entreprises. Le Gouvernement en est aux dernières étapes de l'examen d'une politique et d'une stratégie actualisées en faveur de la jeunesse, reposant sur des consultations ouvertes à tous, auxquelles ont participé des jeunes de tous horizons. Cette politique et cette stratégie cadraient toutes deux avec le Programme d'action mondial pour la jeunesse.

42. **M. Lam Padilla** (Guatemala) déclare que l'engagement de son gouvernement en faveur du développement individuel et social est attesté par la Constitution guatémaltèque, qui protège le développement global de l'individu, ainsi qu'une série d'autres droits individuels et sociaux. Les pays à revenu intermédiaire comme le Guatemala se heurtent à des lacunes structurelles, telles qu'une faible productivité et des difficultés à garantir l'accès aux soins de santé, à l'eau potable, à l'éducation et à d'autres éléments essentiels. L'inégalité d'accès a le plus nui aux enfants, aux jeunes, aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

43. La migration internationale est un sujet crucial pour le Guatemala. À l'échelle mondiale, le nombre de migrants internationaux a augmenté de façon alarmante, passant de 170 millions en 2000 à 250 millions en 2017. Les slogans xénophobes et autres manifestations d'intolérance ont porté préjudice aux migrants guatémaltèques de tous âges dans leurs pays de transit et de destination. Son pays est disposé à coopérer avec d'autres sur un système de gouvernance globale des migrations, fondé sur le respect des droits de l'homme et les idéaux d'une migration sûre, ordonnée et régulière.

44. **M^{me} Parenti** (Italie), s'exprimant en tant que représentante de la jeunesse, indique que le patrimoine culturel permet aux jeunes d'établir simultanément des liens avec l'avenir et le passé, tout comme il peut créer un nouveau cadre au sein duquel la jeune génération est protagoniste dans la lutte qui se livre pour trouver des solutions au changement climatique et parvenir à la paix, à la sécurité et à la croissance économique. Varié, le patrimoine culturel va de monuments concrets à des traditions immatérielles. Dans le contexte de la mondialisation et des tensions qui en découlent, un lien profond avec le patrimoine culturel est essentiel à la construction d'un avenir plus juste, avec les jeunes comme figures de proue. L'Italie a toujours prôné l'utilisation du patrimoine culturel comme outil de paix et de développement. Elle a placé la culture au centre du programme relatif à la paix et à la sécurité en assurant,

avec la France, la promotion de la résolution 2347 (2017) du Conseil de sécurité, qui traite de la destruction et du trafic du patrimoine culturel en période de conflit armé. L'Italie a également été le premier pays à disposer d'unités de gendarmerie spécialisées dans la protection du patrimoine culturel. En tant que pays organisateur de la toute première réunion du Groupe des 7 sur la culture, qui s'est tenue à Florence en 2017, elle a fièrement réaffirmé son engagement indéfectible en faveur de la protection du patrimoine culturel, moteur de coopération, de durabilité et de paix.

45. **M. Mostratisi** (Italie), prenant la parole en qualité de représentant de la jeunesse, déclare que la jeunesse peut être un vecteur de promotion d'une culture de paix et de dialogue non violent. Dans la ville italienne de Rondine, des jeunes du monde entier ont participé à un programme destiné à favoriser la compréhension entre les jeunes générations et à permettre aux jeunes de dépasser les préjugés grâce à l'étude mutuelle des cultures. Les différences culturelles, au sens le plus large, peuvent être source de conflit, mais lorsque les jeunes se concentrent sur la compréhension mutuelle par l'étude du patrimoine culturel, ils ont les moyens de prévenir les conflits et d'assumer un rôle clé dans l'édification et la consolidation de la paix. Le rôle des jeunes dans la conservation des paysages culturels et dans la sauvegarde des connaissances, valeurs et pratiques traditionnelles permettrait d'améliorer la résilience des communautés face aux catastrophes et aux changements climatiques.

46. À l'ère de la mondialisation, il est essentiel de discuter du patrimoine culturel. Un examen attentif des monuments et des édifices a révélé qu'ils étaient des témoins tangibles du fait que les groupes en conflit avaient des racines communes ou avaient coexisté pacifiquement dans le passé. Une quête dynamique de la préservation du patrimoine, caractérisée par des échanges de jeunes, pourrait ouvrir la voie à un monde où les préjugés et la discrimination seraient fortement réduits. Les guerres prenant naissance dans l'esprit des êtres humains, c'est donc dans l'esprit des êtres humains que la défense de la paix doit être construite.

47. **M^{me} Batyrbekova** (Kirghizistan) signale que les jeunes Kirghizes attachent une importance particulière à l'objectif 4 du développement durable relatif à l'éducation et à l'objectif 8 sur le travail décent et la croissance économique. Les résultats d'apprentissage mesurés par des évaluations internationales et nationales indiquent qu'il faut améliorer l'apprentissage et le niveau des élèves kirghizes, ce qui demandera un corps enseignant plus hautement qualifié et un accès plus large à l'éducation préscolaire. Le chômage des jeunes reste un problème grave dans de nombreux pays ;

les jeunes constituent le plus grand segment du marché du travail et l'offre de travail dépasse la demande. Le système éducatif doit mieux doter les jeunes des compétences et des qualifications que le marché du travail moderne exige. Le renforcement du système éducatif ne contribuera pas seulement à réduire le chômage des jeunes, mais favorisera également leur esprit d'entreprise. Les institutions financières nationales doivent étendre l'accès aux services bancaires, d'assurance et financiers, y compris les prêts pour la création d'entreprises.

48. **M^{me} de Silva** (Sri Lanka), intervenant en tant que représentante de la jeunesse, indique que les politiques de protection sociale de son pays, en vigueur depuis longtemps, offrent une éducation et des soins de santé gratuits à tous les citoyens. Toutefois, le déficit de compétences des jeunes et leur chômage constituent des défis majeurs. Face à cette situation, le Gouvernement a mis en place un programme de développement de la jeunesse et une politique d'enseignement technique et professionnel, ainsi qu'une formation professionnelle pour les jeunes détenus vulnérables. Il a adapté la politique nationale en matière de bénévolat afin de réduire les obstacles qui s'opposent à cet acte. Le Sri Lanka doit s'attaquer aux disparités sociales en matière d'accès à l'éducation, qui touchent particulièrement les personnes vivant dans les zones postconflit et dans le secteur des plantations. Divers projets éducatifs sont mis en œuvre en vue de renforcer la politique d'enseignement gratuit et de réduire le chômage. Le Sri Lanka est fortement touché par le changement climatique et la jeunesse srilankaise est à même d'aider à faire face à ce problème pressant.

49. **M. Edirisooriya** (Sri Lanka), représentant de la jeunesse, indique que les jeunes doivent tirer les leçons du passé et trouver des moyens d'aller de l'avant, tout comme ils doivent être guidés dans le processus d'apaisement et de réconciliation. Une telle action est plus pertinente que jamais après les attentats à la bombe qui ont eu lieu dans le pays le dimanche de Pâques en avril 2019. Ces attaques ont montré la résilience du peuple srilankais, et de ses jeunes en particulier : ils se sont mobilisés pour aider ceux qui sont dans le besoin, sans distinction de race, d'ethnie ou de religion.

50. Il est encourageant de constater que le dur labeur des jeunes du pays est reconnu par la création de plateformes de plaidoyer, telles qu'un parlement de la jeunesse. Les jeunes srilankais ont la capacité d'apporter, collectivement, des changements réels, mais leur travail ne fait que commencer.

51. **M^{me} Imene** (Namibie) dit que les lois, politiques et programmes du Gouvernement visent à réduire les

inégalités, notamment en assurant la gratuité de l'éducation et des soins de santé qui le sont pratiquement. Le Gouvernement s'efforce de veiller à ce que les enseignants qualifiés et les autres ressources soient répartis de manière équitable entre les zones rurales et urbaines, afin de s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité et de promouvoir l'égalité des chances en matière de travail décent. Le Gouvernement ayant fait des soins de santé une priorité, la Namibie a donc dépassé les cibles 90-90-90 du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) bien avant la date butoir de 2020. Son prochain objectif est d'éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

52. La Namibie continue de subir les effets des changements climatiques, notamment une grave sécheresse récente qui a entraîné la perte des récoltes, du bétail et des moyens de subsistance. La sécheresse a été particulièrement dévastatrice car la majorité des communautés namibiennes dépendent de l'agriculture. Le Gouvernement et la communauté internationale ont fourni des denrées alimentaires et d'autres formes d'aide qui faisaient cruellement défaut. En tant que pays assurant la présidence en exercice de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour 2018-2019, la Namibie a aidé d'autres pays touchés par les changements climatiques en prenant en charge les appels humanitaires pour le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe, qui ont été frappés par des ouragans en 2019.

53. La législation namibienne, et plus particulièrement la Constitution, a permis au pays de disposer d'un des systèmes de protection sociale les plus complets du continent africain. Néanmoins, il reste beaucoup à faire pour développer une infrastructure socioéconomique solide, et la Namibie demeure attachée aux objectifs fixés dans son plan de développement national et à ceux du développement durable.

54. **M. Hermida Castillo** (Nicaragua) déclare que l'accent mis par le Gouvernement sur la réconciliation et l'unité nationales a facilité le rapprochement des acteurs politiques, économiques et religieux du pays, ainsi que la mise en œuvre de plans de développement centrés sur la population et qui s'articulent autour de la famille et de l'élimination de la pauvreté. L'établissement de partenariats entre le Gouvernement, les entreprises et les travailleurs et le lancement de plus de 40 programmes et projets sociaux ont permis au Nicaragua d'atteindre des objectifs de croissance économique et de développement social reconnus au niveau international.

55. Le Nicaragua poursuivra son programme de redistribution des terres et s'est fixé un certain nombre

d'objectifs couvrant des domaines tels que l'eau et l'assainissement, les télécommunications, la santé, les questions environnementales, la création d'emplois, l'éducation et le logement, en vue de mieux protéger les droits politiques, économiques, sociaux et culturels de ses citoyens. Le Gouvernement aide également à créer divers centres de recherche agricole et de formation technique. Les droits des personnes handicapées ont été promus par un programme appelé « Une voix pour tous » et protégés par une loi spécifique sur le handicap.

56. **M. Hassani Nejad Pirkouhi** (République islamique d'Iran) dit que les États doivent adopter des politiques et programmes savamment dosés pour assurer l'inclusion sociale. Il incombe à la communauté internationale et aux partenaires de développement de soutenir leurs efforts ou, à tout le moins, d'éviter d'imposer des mesures nuisibles qui entravent leurs progrès. L'imposition de sanctions unilatérales illégales et inhumaines est un exemple manifeste de ces pratiques destructrices et néfastes. Ces sanctions visent ouvertement et sans discrimination le quotidien des citoyens ordinaires et sont conçues pour compromettre les acquis du développement social.

57. Malgré les difficultés qui lui sont imposées, le Gouvernement est déterminé à assurer la protection sociale de ses citoyens. Entre 2007 et 2015, la proportion de la population bénéficiant d'une couverture sanitaire est passée de 68 à 91 %. Le nouveau plan national de santé, lancé en 2014, a fourni une feuille de route pour parvenir à un système de santé universel. Le plan a également facilité la réduction des frais de santé, la création de 916 nouveaux emplois dans le secteur de la santé, la mise en place de 374 nouveaux centres de santé de banlieue, l'amélioration des programmes de formation pour les administrateurs d'hôpitaux, la modernisation des installations de soins d'urgence sur 40 sites d'évacuations sanitaires aériennes, le lancement des dossiers médicaux électroniques et l'augmentation des crédits budgétaires alloués au ministère de la santé. Le secteur privé et la société civile ont contribué à la réalisation de ces progrès, et l'Iran a également étendu son assistance sanitaire aux pays de la région.

58. Le système des Nations Unies et les partenaires de développement doivent accroître l'assistance financière et technique aux pays à revenu faible et intermédiaire, et mobiliser des ressources supplémentaires pour financer les infrastructures d'eau et d'assainissement.

59. **M^{me} Yagkoubi** (Pays-Bas), s'exprimant en tant que représentante de la jeunesse, déclare que, jeune fille néerlandaise élevée aux Pays-Bas par ses parents marocains, elle a toujours été fascinée par la diversité et

l'identité. Des recherches indiquent qu'au cours de l'année écoulée, la polarisation et les sentiments de division s'y sont accentués chez les personnes d'origines diverses, celles qui appartiennent à des groupes de revenus différents et celles qui ont des opinions politiques divergentes. Les gens tirent leur vision du monde de leur environnement immédiat, et lorsqu'ils ne vivent qu'au milieu d'autres personnes comme eux, il est normal que cela engendre un phénomène de polarisation. Les médias sociaux aggravent le problème à partir du moment où les algorithmes veillent à ce que les utilisateurs soient exposés à plus de contenus de la même veine que ceux qu'ils ont déjà choisi de regarder. Quelqu'un qui lirait un article rédigé sous un angle extrême, par exemple, se verrait, à maintes reprises et de plus en plus souvent, proposer des points de vue qui le conforterait dans sa position et lui ancrerait les idées si profondément, qu'une rencontre avec quelqu'un d'un autre bord, l'amènerait à réagir de manière agressive, par peur.

60. Toutefois, les médias sociaux peuvent également fournir un moyen d'échapper à ces mêmes bulles idéologiques en offrant des cadres d'action militante et des possibilités d'éveiller la conscience sociale et de favoriser l'interconnexion mondiale ainsi qu'en suscitant de l'empathie et en créant un sentiment de rapprochement. Tant que l'aspect humain des médias sociaux subsistera, la polarisation pourra être entravée. Les gens doivent être conscients de la complexité des identités des uns et des autres et éviter la tendance réductrice à caractériser les autres sur la base d'une seule caractéristique. Par-dessus tout, les gens doivent parler à ceux qui diffèrent d'eux, que ce soit sur le plan culturel, socioéconomique ou, ce qui est peut-être le plus important compte tenu de la situation qui prévaut actuellement dans le monde, à ceux qui ont des opinions politiques divergentes.

61. **M^{me} Pauerová** (Slovaquie), intervenant en sa qualité de représentante de la jeunesse, déclare que le fossé qui sépare les jeunes des dirigeants mondiaux doit être comblé si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable. Les objectifs sont représentés visuellement en cercle, pour rappeler leur interdépendance. Le travail de grande envergure nécessaire à leur réalisation exige que s'instaure la confiance entre les dirigeants du monde et les jeunes, car une action collective s'impose.

62. Les inégalités entre les jeunes compromettent leur avenir. Si elle a eu la chance de bénéficier du soutien financier nécessaire pour se rendre et séjourner à New York, tel ne fut pas le cas de beaucoup de jeunes gens compétents. L'égalité des chances, une éducation de qualité accessible et un travail décent figurent parmi les

objectifs de développement durable, et les stages rémunérés seraient une étape vers la concrétisation de ces objectifs.

63. **M. Sisa** (Botswana) signale que le Botswana dispose d'un certain nombre de politiques et de programmes visant à éliminer l'extrême pauvreté, à réduire les inégalités et à promouvoir une croissance et un développement économiques inclusifs et durables. Le Gouvernement alloue plus de 25 % du budget national total à l'éducation et à la formation, tandis que ses dépenses d'aide sociale équivalent à environ 4 % de son PIB, deux éléments qui ont contribué à réduire les niveaux nationaux de pauvreté et d'extrême pauvreté ces dernières années. Il continue d'améliorer le système d'enseignement, en introduisant l'éducation axée sur les résultats, en améliorant l'accès à l'éducation préscolaire et en alignant les programmes sur les tendances locales et mondiales. Une politique d'éducation inclusive a permis de faire passer le nombre d'apprenants ayant des besoins éducatifs spéciaux de 1 718 en 2015 à 2 194 en 2018.

64. Le Gouvernement fournit des aliments d'appoint aux enfants du primaire dans les écoles et aux groupes vulnérables dans les établissements de soins de santé de l'ensemble du pays, ce qui a permis à la fois d'augmenter la fréquentation scolaire et de réduire la faim et la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les tuberculeux. Grâce à un programme introduit en 2010, le Gouvernement aide les orphelins et autres enfants vulnérables à accéder à l'enseignement supérieur ; en février 2019, 9 475 jeunes en avaient bénéficié. Le Gouvernement a également pris des mesures visant à donner à ceux qui vivaient dans les zones rurales et reculées les moyens de se prendre en charge, notamment en instituant des programmes d'autonomisation économique et en apportant aux ruraux un soutien destiné à leur assurer un accès à un logement et à un emploi décent. Enfin, le Gouvernement a continué à aider sa population face aux changements climatiques, notamment en accordant des subventions alimentaires et agricoles aux communautés frappées par la sécheresse.

65. **M^{me} Holboll** (Suède), s'exprimant en tant que représentante de la jeunesse, dit qu'il ne peut y avoir de développement sans société civile ni de société civile sans participation active des jeunes. Or, l'espace démocratique de la société civile est menacé. Les législations visant à restreindre les droits à la liberté d'association, de réunion et d'expression se multiplient, et le financement des organisations de la société civile diminue. Le travail des organisations de jeunesse de la société civile, des mouvements sociaux, des jeunes défenseurs des droits de l'homme et des militants

devient de plus en plus difficile et dangereux, car les conditions hostiles empêchent les jeunes d'agir comme agents de changement. Pourtant, une société civile ouverte avec la participation des jeunes est l'une des garanties fondamentales contre la tyrannie et l'oppression.

66. Les récentes grèves pour le climat et la mobilisation croissante qu'elles ont suscitées de la part de la jeunesse ont démontré l'engagement de cette dernière à résoudre certains des problèmes les plus cruciaux de l'heure, un engagement qui lui a valu de participer à la prise de décision à tous les niveaux. Son exclusion nuirait au succès des efforts visant à protéger les populations et la planète. Les gouvernements doivent apprendre à traiter les jeunes comme des partenaires et des initiateurs. Ceux qui sont les plus exposés au risque de marginalisation ont besoin de mesures ciblées pour être entendus, et les gouvernements nationaux doivent instaurer des cadres juridiques favorables à l'action civique et protéger les droits à la liberté d'association, d'expression, de réunion et d'information, ainsi que garantir une participation politique inclusive. Les institutions régionales et mondiales doivent veiller au respect des normes relatives à l'espace civique et renforcer l'application du principe de responsabilité des gouvernements en matière de protection des libertés civiles.

67. **M^{me} Gumberidze** (Géorgie), s'exprimant en tant que représentante de la jeunesse, note que l'adoption des objectifs de développement durable constitue un engagement en faveur de l'inclusion. Greta Thunberg, la jeune militante écologiste, qui présente des troubles du spectre autistique, s'est pourtant élevée au niveau mondial, démontrant ainsi que des personnes handicapées pouvaient apporter d'énormes contributions à l'avenir commun de l'humanité.

68. En Géorgie, des mesures ont été prises pour intégrer les objectifs de développement durable. L'une de ces mesures fait désormais du respect desdits objectifs un critère d'approbation des nouveaux manuels scolaires. De nombreux pays à revenu intermédiaire sont embourbés dans des conflits violents ou s'en remettent et ont besoin non seulement d'aide, mais aussi de pouvoir jouer un rôle dans les processus internationaux.

69. Dans de nombreux pays, le chevauchement des identités augmente la probabilité d'exclusion sociale. C'est ainsi que, son amie d'école, qui est aveugle, n'a eu d'autre choix que d'étudier dans un internat public pour aveugles à Tbilissi, loin de son Abkhazie natale, qui ne dispose pas de telles écoles. Comme l'Abkhazie

est actuellement occupée par la Fédération de Russie, la famille de l'amie n'est pas autorisée à voyager pour lui rendre visite ou à vivre avec elle, ce qui signifie qu'elle ne pourra pas s'inscrire à l'université une fois son diplôme obtenu. Non seulement les jeunes Géorgiens de souche doivent faire face à des restrictions de mouvement dans les territoires occupés, mais leur droit à l'éducation dans leur langue maternelle est violé, et de nombreux jeunes Abkhazes craignent d'en perdre l'usage.

70. **M^{me} Velkov** (Serbie), prenant la parole en sa qualité de représentante de la jeunesse, souligne que son pays avait présenté son examen national volontaire sur les objectifs de développement durable en 2019, traduisant ainsi son engagement en faveur du Programme 2030. La République de Serbie est fière de son ministère de la jeunesse et des sports et de son cadre législatif qui défend précisément les droits des jeunes. Qui plus est, la ville de Novi Sad détient actuellement le titre de Capitale européenne de la jeunesse, ce qui place ses jeunes et leur énergie positive sous les feux de la rampe pendant une année entière.

71. **M. Karanovic** (Serbie), s'exprimant en tant que représentant de la jeunesse, indique que chaque année, des millions de jeunes intègrent le marché du travail pour se retrouver victimes de la crise mondiale du chômage des jeunes. La prévalence des stages non rémunérés et la faiblesse du lien entre les systèmes éducatifs et les marchés du travail contribuent à la crise. Toutes les parties prenantes doivent agir pour protéger la jeune main-d'œuvre et faciliter le passage de l'école à la vie active. En Serbie, le chômage des jeunes reste élevé, malgré une baisse du chômage global au cours des dernières années. En outre, malgré ses politiques en faveur de la jeunesse, son pays se heurte au même problème que beaucoup d'autres, à savoir le fossé à combler entre les politiques et les jeunes eux-mêmes. Les gouvernements doivent aller vers les jeunes et leur assurer un enseignement de qualité, y compris une éducation civique, afin de leur donner les moyens de participer aux processus de décision.

72. **M^{me} Horbachova** (Ukraine) déclare que malgré les lourdes dépenses de sécurité et de défense rendues nécessaires par l'agression étrangère, l'Ukraine va de l'avant pour mettre en œuvre le Programme 2030 afin de garantir une croissance économique durable, de vaincre la pauvreté, d'augmenter l'emploi, de renforcer l'application de la loi, de promulguer des réformes judiciaires, de promouvoir l'innovation, d'investir dans des infrastructures durables et d'améliorer les systèmes d'éducation et de soins de santé. Le Président a récemment signé un décret portant intégration des objectifs de développement durable dans toutes les

politiques gouvernementales et prévoyant le suivi des progrès.

73. **M^{me} Mokhd** (Ukraine), intervenant en tant que représentante de la jeunesse, estime que les jeunes peuvent jouer un rôle crucial dans la construction d'un monde plus pacifique. L'expérience de son père en tant que réfugié du régime taliban lui a fait prendre conscience de la contribution que les réfugiés pouvaient apporter, et la communauté internationale doit veiller à ce que les migrants et les réfugiés aient cette possibilité.

74. Au cœur de l'Europe, des coups de feu continuent de retentir en Ukraine à mesure que l'agression russe se poursuit. Elle a déjà fait 13 000 morts et 30 000 blessés, et forcé quelque 1,5 million de personnes à quitter leur foyer dans la région du Donbass et en Crimée. Aucune personne ayant un sens de l'humanité ne pouvait rester indifférente. Aucune personne ayant un sentiment d'humanité ne peut rester indifférente.

75. **M. Tkymotsko** (Ukraine), prenant la parole en qualité de représentant de la jeunesse, fait remarquer que les jeunes ont un rôle primordial à jouer dans la construction d'un avenir prospère, mais que de nombreux jeunes Ukrainiens sacrifient leurs projets de vie pour la sécurité de leur pays. L'Ukraine lutte contre les agressions extérieures depuis six ans et la communauté internationale doit la soutenir, elle et sa jeunesse, face aux violations flagrantes des droits de l'homme commises par la Russie en Crimée et dans certaines parties de la région du Donbass.

76. **M^{me} Quiel Murcia** (Panama) souligne que le développement social et la réduction des inégalités constituent des priorités du Gouvernement, lequel investit notamment dans des interventions en faveur de la petite enfance en vue d'un développement inclusif et de la rupture des cycles intergénérationnels de la pauvreté. Grâce à un programme multidimensionnel de lutte contre la pauvreté appelé « Initiative de la Ruche », les entités du Gouvernement central et les administrations locales œuvrent de concert en vue d'améliorer la qualité de vie des groupes les plus vulnérables. Le secteur privé a également un rôle important à jouer dans le développement : les entreprises privées doivent intégrer les objectifs de développement durable dans leurs stratégies d'entreprise, afin que leur participation aille au-delà de simples manifestations de responsabilité sociale.

77. En ce qui concerne la nature intégrée des objectifs, le Panama reconnaît que sans une éducation de qualité, il ne sera pas possible de briser le cercle vicieux de la pauvreté ou de modifier le statu quo. Le Gouvernement se concentre donc sur l'éducation et la formation, et sur la garantie d'un meilleur accès à l'éducation pour les

groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les personnes d'ascendance africaine et les autochtones. Il a également créé divers forums de jeunes, dont un réseau national de jeunes au service des objectifs de développement durable, afin de permettre aux jeunes de toutes les régions de participer aux processus de prise de décisions qui influenceront sur leur bien-être économique et social. Le Gouvernement encourage également les politiques visant à protéger les intérêts des personnes âgées et à maintenir leur qualité de vie. Le Panama sait que la croissance économique va de pair avec le développement social, et que ni le développement social ni le développement économique ne seront possibles sans l'intégration de la dimension de genre dans les politiques publiques, afin de veiller à ce que les femmes disposent d'espaces clés pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre des initiatives de développement.

78. **M^{me} Molay** (Irlande), s'exprimant en tant que représentante de la jeunesse, note que le système économique actuel nuit à la santé mentale des jeunes. En Irlande et dans le monde entier, les enfants ont été élevés en croyant que le travail acharné serait récompensé et qu'ils étaient eux-mêmes l'avenir. Or, ces rêves sont en passe d'être anéantis car, à l'échelle planétaire, plus d'un milliard de filles et de jeunes femmes ne disposent pas des compétences nécessaires pour faire leur chemin dans un monde où le numérique revêt de plus en plus d'importance. Même ceux qui ont eu la chance d'avoir accès à l'enseignement secondaire et supérieur n'ont souvent pas bénéficié d'un système qu'ils croyaient être une méritocratie. Leurs contributions sociales, en tant que responsables communautaires locaux ou stagiaires non rémunérés, sont considérées comme des « activités extrascolaires » sans valeur aucune.

79. Le système économique actuel n'alloue pas les ressources de manière rationnelle, mais crée plutôt des inégalités croissantes, détruit la planète, gaspille le potentiel des jeunes et les maintient dans une vie de pénurie constante. Les jeunes veulent un monde plus juste et plus vert, mais il est difficile de garder foi en l'avenir lorsque le marché du travail ne parvient pas à fournir un travail digne de ce nom, une sécurité des revenus et un équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Le moment est venu de se détourner de la croissance économique pour se pencher sur la recherche d'une vie meilleure pour tous. Les sociétés doivent se libérer des pressions de l'économie 24/7 et se concentrer sur ce qui compte : les individus, la planète et les communautés.

80. **M. O'Connor** (Irlande), intervenant en tant que représentant de la jeunesse, fait remarquer que les communautés en Irlande et à travers le monde souffrent des graves conséquences des problèmes de santé mentale. Un suicide provoque toujours une onde de choc au sein de la communauté et se répercute sur la santé mentale de tous. Les chiffres de l'Organisation mondiale de la Santé indiquent qu'une personne se suicide toutes les 40 secondes, et une forte proportion de ces personnes sont des jeunes âgés de 10 à 29 ans. Cependant, malgré la prévalence des problèmes de santé mentale, les jeunes continuent à masquer les luttes auxquelles ils sont en proie, en grande partie à cause de la stigmatisation associée aux problèmes de santé mentale. Lorsque les jeunes, qui souvent élèvent leurs voix à l'unisson au sujet d'autres problèmes mondiaux, restent silencieux au lieu de faire part des craintes et des angoisses qui les poussent au suicide, la société a échoué.

81. L'ONU doit soutenir les efforts visant à mettre un terme à la fois au suicide et à la stigmatisation des problèmes de santé mentale, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, où 79 % des suicides se produisent. La collaboration doit être renforcée entre les organisations dotées de mandat de santé mentale et les initiatives locales, afin que les jeunes disposent d'un espace et de ressources pour exprimer leurs pensées les plus intimes, ce qui pourrait non seulement améliorer leur vie, mais peut-être les sauver.

82. **M^{me} Ahmed** (Soudan) déclare que le Soudan subit de profondes transformations politiques et sociales, qui ouvrent la voie à la transparence et à l'exercice des droits et des libertés. La nouvelle Constitution, signée en août 2019, stipule que le nouveau gouvernement civil fournira des services sociaux sous forme de soins de santé, d'éducation, de logement, de protection de l'environnement et de soutien à la biodiversité. Ce document protège également les droits des femmes, en interdisant les pratiques néfastes et en prévoyant la gratuité des soins de santé maternelle et infantile.

83. Le Gouvernement s'efforce d'éliminer la pauvreté et de parvenir au plein emploi et à un travail décent pour tous, en se concentrant sur les groupes les plus vulnérables et les zones touchées par le conflit, ainsi qu'en s'attaquant aux changements climatiques et en améliorant les moyens de subsistance. Son nouveau plan d'action en faveur du développement social porte sur un large éventail de questions, notamment l'emploi des jeunes, l'alphabétisation et l'éducation. La famille est la pierre angulaire de la société soudanaise et le Gouvernement a lancé un projet visant à soutenir la stabilité familiale, qui comprend la fourniture de conseils aux familles et des actions à mener pour

améliorer la situation des femmes. Le Gouvernement a également élaboré une stratégie destinée à assurer un travail décent et l'émancipation économique aux plus vulnérables.

84. Des programmes gouvernementaux ont été mis en place pour soutenir les familles qui s'occupent d'adultes âgés, protéger les droits des personnes handicapées et protéger les enfants, en particulier ceux qui vivent dans des zones de conflit, ainsi que pour aider les prisonniers qui ont été libérés par des groupes armés à se réinsérer dans la société. Il a adopté un programme intitulé « Les femmes, la paix et la sécurité », dans le cadre duquel il propose un certain nombre de programmes de formation.

85. Dans la période de transition actuelle et au titre de l'action qu'il mène en faveur de la promotion du développement social, le Soudan a besoin d'intensifier davantage sa coopération avec la communauté internationale grâce à l'instauration de partenariats efficaces. Le Gouvernement devra renforcer les capacités nationales pour pouvoir lutter contre la pauvreté, financer des programmes sociaux et stimuler l'engagement des communautés locales, tout en répondant aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pour conclure, l'oratrice demande l'annulation de la dette du pays.

La séance est levée à 13 heures.